

Éditorial

LE MOUVEMENT A–M–A' ne s'est pas encore arrêté, aussi figées que puissent être nos vies, nos espérances et nos fonctions dans la reproduction du capital. La nécessité qui porte ce projet éditorial demeure intacte : « se pourvoir des éléments permettant d'agir de manière révolutionnaire dans nos présents, loin de tout dogmatisme du marxisme pour atteindre une analyse du mouvement du capital et de ses conséquences ». Dans cet objectif, une revue portant sur l'œuvre de Marx ne peut rester silencieuse sur... les classes sociales. Alors que Marx est généralement présenté comme « le » théoricien des classes sociales et de la lutte des classes, que la connaissance de son œuvre se limite (ce qui est déjà pas mal, avouons-le) au *Manifeste communiste*, le silence gêné qui enveloppe ces termes dans les études « post-marxistes » doit sinon nous alarmer, au moins nous intriguer. Il convient ainsi de rappeler tout d'abord cette remarque de Marx à ce sujet :

Maintenant, en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent.¹

1. Karl MARX, Lettre à Joseph Weydemeyer du 05/03/1852, *Correspondance*, t. 3, 1852-1853, Paris, Éditions sociales, 1972, p. 79.

Les historiens bourgeois les avaient déjà identifiées, si bien qu'il que le lien entre un discours de classe et un anticapitalisme révolutionnaire n'a rien d'évident. Cependant, nier l'existence de classes sociales et leurs violentes contradictions, c'est abdiquer devant le réel, et la souffrance dont il est synonyme. Invisibiliser l'existence de conflits sociaux caractérisés par une homogénéité d'intérêts sans pour autant qu'une coordination consciente en soit déduite, ce n'est même pas être au seuil d'une analyse de sa propre situation ou de son environnement immédiat – fût-il caractérisé par l'extraction provisoire dans un îlot confortable de relations sociales tissées soigneusement en rupture avec les modes de socialisation médiatisés par la production marchande.

Or le niveau de conscience de classe est tel qu'il apparaît même comme discutable d'affirmer que les classes sociales existent. Et cette tendance s'étend aujourd'hui aussi à la production théorique « marxiste ». Et ici, ce n'est pas par souci de cohérence théorique que nous estimons nécessaire de thématiser les classes sociales et leurs luttes, c'est bien motivés par les circonstances politiques concrètes. Il n'est de position pure, seulement la moins éloignée possible de la réalité historique et sociale. Il n'est de position pure, mais au moins cohérente dans ses objectifs autant avec l'état actuel de la lutte des classes, du capitalisme, qu'au clair avec ce que sont les obstacles à l'émancipation.

Si notre revue ne consacre pas tous ses efforts, ni à s'adresser directement à une classe en lutte, ni à se consacrer uniquement aux luttes de classes, ce n'est pas par snobisme ou parce qu'il serait considéré que « toute lutte de classe est un anticapitalisme tronqué », pour reprendre des termes chers à certain·e·s. Nous nous adressons à nous-mêmes, et tentons d'identifier nos déficits théoriques et leurs implications politiques. C'est cette nécessité d'une auto-critique impitoyable, pour reprendre Rosa Luxemburg, qui nous anime, qui nous amène à ressentir le besoin de clarifier nos positions en élargissant notre spectre.

C'est seulement par la lutte que sera dépassée la particularité de nos situations singulières. Seule la lutte des classes rend visible

l'existence de classes. L'abrutissement qu'impose la soumission au procès de valorisation de l'intégralité de notre temps est un facteur décisif permettant d'expliquer l'état de la conscience de classe aujourd'hui. Il n'est aucune revue qui déclenchera la révolution. Il est seulement des écrits qui résonnent de manière juste avec les enjeux auxquels font face ceux qui tentent d'agir de manière révolutionnaire contre le mode de production capitaliste. Et il apparaît essentiel d'être au clair avec le caractère non nécessairement révolutionnaire de la lutte des classes, avec les impasses du réformisme comme du spontanéisme, avec les déterminismes de tout poil, comme avec l'indécence de ceux qui, nourrissant les illusions de grand soir, extirpent des entrailles des masses les tripes qui seront servies aux nervis armés du capital.

Contrairement à ce qu'il pourrait paraître, nier l'existence des classes sociales relève d'un déni de réalité qui est à dissocier du « fétichisme de la marchandise » ou de « l'idéologie dominante ». C'est aussi ce que rappellera Michael Heinrich dans le deuxième article de ce cahier. Nombreux sont les théoriciens à sortir de leur besace le tout puissant fétichisme, le déclinant souvent en toute une série de fétiches, érigeant ce concept en une clé d'explication de l'ensemble des phénomènes de conscience et de comportements observables dans nos sociétés. Or le caractère fétiche de la marchandise n'est pas une simple erreur, ce n'est donc pas le fait que les individus attribuent aux produits de leur travail des propriétés qu'ils n'ont pas (et qui seraient *sociales* et non *objectives*). Le fétichisme adhère aux marchandises et génère un cadre qui sert de présupposé aux actions et à la pensée. Dans la mesure où il relève de la valeur et de sa source, le fétichisme peut influencer la perception que l'on a de certains groupes sociaux d'après les catégories de « productif » et « improductif » ; ce qui consiste à les considérer *du point de vue du capital*. Aucune forme ici de négation du caractère collectif d'intérêts défendus objectivement par certains groupes. De même, si le « discours dominant » ou l'« idéologie dominante » ont tendance à invisibiliser les classes sociales, leur négation n'est pas le fruit exclusif de ces narrations. Nier leur existence est une de ces

grossières erreurs qu'il est aisé de dévoiler sociologiquement. Et pourtant, théoriquement, ça bloque.

C'est pourquoi nous avons fait le choix de publier un article qui tente de saisir les origines du silence qui règne sur la notion de classe sans pour autant l'expliquer en réduisant ceux qui l'invisibilisent à une intention cachée produite par leur position de classe.

Dans son article, Christian Lotz entre en discussion avec des auteurs qui lui semblent avoir une certaine aura dans le milieu anglo-saxon, prévoyant alors (en 2014) qu'ils allaient en bénéficier aussi en Allemagne. Ces auteurs ont assez bonne presse en France, et sont publiés et discutés dans les milieux académiques, aussi bien que de gauche en général. Il s'agit d'Alain Badiou, Axel Honneth, Michael Hardt et Antonio Negri. Si du premier nous avons une expérience bien spécifique en France, étant son pays de production idéologique, le second est moins *mainstream* et les derniers ont connu leur heure de gloire qui peine à s'estomper. Le plus sulfureux reste bien entendu Alain Badiou, qui sévit grâce à de nombreuses maisons d'édition. Son discours, à prétention philosophique, peut séduire certains spontanéistes en quête de la « nouvelle forme d'organisation » qui dépassera celle des partis et des syndicats. Une métaphysique du présent et de l'action qui coupe en réalité l'herbe sous le pied à un discours de classe, comme le rappelle Christian Lotz. Que cela soit Honneth, Badiou ou Negri, ils ont ainsi tous en commun de poser une infra-classe, du « prépolitique » ou du « politique » avant l'économique. Si la diversification des outils d'analyse de certains nouveaux mouvements sociaux peut être bénéfique, Christian Lotz rappelle qu'abandonner le concept de classe, signifie à coup sûr passer à côté des spécificités du mode de production capitaliste et des formes spécifiques de socialisation qu'il génère. Il en résulte notamment l'impossibilité d'utiliser des motifs relevant de l'éthique normative pour comprendre la réalité sociale, ce qui ouvre la voie étroite de l'éthique marxienne portée par Rubel et toutes les actrices et acteurs de l'histoire

qui n'ont pas renoncé au mot d'ordre : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* »

S'il s'agit ainsi de prendre place dans des discussions (de qualités variables) ayant lieu à gauche, notre revue n'entend pas non plus se limiter à s'inscrire dans cet espace de discussion. Il faut également en ouvrir de nouveaux, notamment à partir des contributions qui ont fait suite à ce que l'on appelle la Nouvelle lecture de Marx (*Neue Marx-Lektüre*). C'est dans cette perspective que nous publions l'article d'un auteur qui commence peu à peu à être connu en France à ce sujet, Michael Heinrich. Son article pose les bases de la théorie monétaire de la valeur à partir d'une discussion critique avec le corpus marxien et le marxisme en général. Si l'on distingue nettement la théorie marxienne de la valeur d'une théorie de la quantité de travail, comme on la trouve chez Ricardo par exemple, il apparaît alors que la monnaie n'est pas qu'un moyen de calcul et de circulation, c'est la forme nécessaire de socialisation des producteurs de marchandises. Ceci révèle que les contraintes qui s'exercent sur les individus sont fondamentalement différentes d'un choix rationnel ou intentionnel comme voudraient l'affirmer, par exemple, les théoriciens du contrat social.

Alors que ces bases sont ainsi posées, il convient de poursuivre les voies que cette théorie et la Nouvelle lecture de Marx ont ouvertes. C'est ce que fait Hanno Pahl dans son article ouvrant une discussion sur la complémentarité des approches marxienne et foucauldienne de la production de savoir. En exposant les différentes manières dont on a pu théoriser le développement de l'histoire des sciences économiques, Hanno Pahl permet de saisir les apports et les limites des contributions de Marx, Mirowski, Yonay ou Foucault. Identifier la naissance du paradigme « valeur » au moment de la naissance de la physique se révèle ainsi tout aussi fructueux qu'être une voie risquée, comme le montrera l'auteur.

La revue poursuit de cette manière sa trajectoire multilinéaire : tout d'abord, s'inscrire dans un champ marxiste s'adressant à des personnes ou des collectifs ayant des affinités

avec le marxisme, et qui peuvent être séduit·e·s par des discours post-marxistes sur la multitude (Hardt/Negri), sur l'exigence éthique (Honneth), ou encore par la « philosophie » d'Alain Badiou. Dénouer ces nœuds avec la notion de classe, elle-même comprise au prisme de la théorie de la valeur, c'est aussi pour nous, réaffirmer un marxisme de lutte et d'auto-organisation. Il s'agit ensuite de poursuivre l'exploration de l'ancrage dans le corpus marxien de la théorie monétaire de la valeur, et d'en découvrir les limites. Plus loin, utiliser des outils pour comprendre le geste marxien de critique de l'économie politique, et s'ouvrir aux ramifications postérieures que l'analyse du développement des théories économiques a pu connaître, par-delà et avec Marx. Et enfin, interroger un concept polémique au sein du marxisme et le poser en lien avec la théorie marxienne de la valeur, cette fois, l'impérialisme.

C'est ce que font Jannis Milios et Dimitris P. Sotiropoulos dans l'article qui clôture ce cahier. En nous proposant un aperçu général de l'utilisation de ce concept et des impasses dans lesquelles il peut mener, les auteurs nous offrent l'occasion de discuter d'une thématique qui traverse de nombreux milieux anticapitalistes héritiers d'un antiaméricanisme de Guerre froide et encore portés par le lointain souffle des indépendances « socialistes ».

Si la manière de ranger les contributions sur cette question peut paraître parfois faite à grands traits, ce n'est qu'en raison d'une volonté de présenter une synthèse accessible. Et s'il n'est d'accord total sur la classification proposée, la qualité de la présentation est indéniable, et à ce titre, nécessaire aujourd'hui.

Notons dès à présent qu'aussi surprenant que pourrait paraître le recours fait à Lénine pour penser cette notion, c'est dans la mesure où les auteurs conservent un regard critique sur ses thèses que leur approche nous intéresse. Et d'ailleurs, profitons-en pour replacer Lénine et consorts à un niveau d'analyse qui convient :

On ne peut expliquer l'aventure russe ni par le génie d'un Lénine ou d'un Trotski ni par la médiocrité ou la trahison d'un Staline, car ce ne sont pas les justes ou les fausses interprétations du marxisme qui déterminent l'histoire d'un pays. En un certain sens, le socialisme est l'œuvre du capitalisme et non du marxisme – Marx lui-même ne pensait jamais qu'il pouvait en être autrement. Dès 1847, Marx affirma que si « le prolétariat renverse la domination politique de la bourgeoisie sa victoire ne sera que passagère, un simple moment dans le service qu'il effectue envers la *révolution bourgeoise* elle-même, comme en l'an 1794, tant que, dans le cours de l'histoire, dans son "mouvement", ne sont pas créées les conditions matérielles qui rendent nécessaires l'abolition du mode de production bourgeois et, par conséquent, la chute définitive de la domination politique bourgeoise »².

Le comité de rédaction de la revue A – M – A'
février 2023.

2. Maximilien RUBEL, « Signification historique de la barbarie stalinienne », in *La Flamme*, n° 5, 1945, réédité dans la revue *Agone*, n° 25, 2001, citation de Karl Marx tirée de « La critique moralisante et la critique morale. Contribution à l'histoire de la civilisation allemande contre Karl Heinzen », *Deutsche-Brüsseler Zeitung*, n° 90-94, 11-15 novembre 1847, in LP1111, p. 754.